

**LE MONDE N'A PAS BESOIN  
D'UNE AGENCE DE COM DE PLUS.  
VOUS, SI.**



MOVING IDEAS IN A MOVING WORLD

Dette/Pib à 120 % en 2030

## Sombres perspectives pour la dette française

Aucun des programmes économiques proposés par les partis candidats aux législatives ne permettra de diminuer le déficit public



© Freepik



*Mécomptes publics,  
François Ecalle*

Même en tenant compte des économies – ou des hausses d’impôt – qu’ils prévoient, l’application des programmes du Rassemblement national et du Nouveau Front populaire aggraverait le déficit public de plusieurs dizaines de milliards d’euros. Les partis du centre ne résistent pas à cette surenchère démagogique et, si leur programme est nettement moins coûteux, ils ne proposent plus d’économies significatives crédibles et refusent toute augmentation des prélèvements obligatoires (sauf peut-être sous la forme d’une remise en cause de niches fiscales).

“La mise en œuvre de ces programmes ne permettrait pas de relever les capacités de production de l’économie française.”

Dans ces conditions, le déficit public structurel (corrigé de l’impact des fluctuations de la conjoncture), estimé à 4,2 % du PIB en 2024 par l’OCDE, ne diminuera pas. Au mieux pour les finances publiques, les nouvelles dépenses seront financées par des économies ou des hausses d’impôts et ce déficit structurel sera stabilisé.

En outre, la mise en œuvre de ces programmes ne permettrait pas de relever les capacités de production de l’économie française. Au contraire, des mesures telles que l’abandon de la réforme de 2023 sur les retraites, voire le retour à 60 ans de l’âge minimal de départ, contribueraient à les réduire. Alors que le taux de chômage est à un niveau historiquement bas pour la France et qu’il y a des difficultés de recrutement dans beaucoup de secteurs, le supplément de demande résultant de cette politique de relance budgétaire se traduirait surtout par une hausse de nos importations au profit des autres pays et une aggravation de notre déficit commercial.

### **Intervention de la BCE, mais avec des contreparties**

Dans ces conditions et en étant optimiste, on peut tabler sur une croissance en volume du PIB de 1,3 % par an pendant les années 2025 à 2030 (3,0 % en valeur) et espérer au mieux une baisse du déficit public de son niveau prévu par l’OCDE pour 2024 (5,2 % du PIB) jusqu’à son niveau structurel (4,2 % du PIB) en 2030.

La dette publique, qui représentait 110 % du PIB à la fin de 2023, atteindrait alors 116 % du PIB à la fin de 2027 et 119 % du PIB à la fin de 2030. Cette projection reposant sur des hypothèses très favorables, je suis prêt à parier qu’elle dépassera 120 % du PIB à la fin de 2030, sauf peut-être en cas de crise sur le marché des obligations publiques françaises avant cette date.

“Je suis prêt à parier que la dette dépassera 120 % du PIB à la fin de 2030, sauf peut-être en cas de crise sur le marché des obligations publiques françaises avant cette date”

En effet, si les acteurs des marchés financiers s’inquiètent beaucoup et si la prime de risque sur ces obligations (l’écart avec les taux allemands) augmente trop, la Banque centrale européenne (BCE) pourrait intervenir pour réduire ce “spread”, mais elle ne peut en principe intervenir pour soutenir un pays en difficulté qu’en contrepartie de mesures de redressement de ses comptes publics conformes aux règles budgétaires européennes. Nous

pourrions alors être contraints et forcés de limiter notre endettement au-dessous de 120 % du PIB.

Seule la BCE pourrait nous empêcher de dépasser ce seuil, mais il n'est pas sûr qu'elle le fasse (l'Italie est bien au-dessus et la France est "too big to fail").

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

**[S'inscrire à la newsletter Économie Politique](#)**

**A lire également**

**[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)**

Publié le 24/06/2024

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

**Réutiliser cet article**

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter](#).